

FICHE 10 – MAINTIEN DU DROIT A BOURSE SUR CRITERES SOCIAUX
EN CAS DE NON-VALIDATION D'UNITES D'ENSEIGNEMENT
OU D'ABSENCE D'ACCOMPLISSEMENT D'UN STAGE OBLIGATOIRE

Le maintien d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est soumis à des conditions de progression dans les études, d'assiduité aux cours et de présence aux examens. La non-validation d'une ou de plusieurs unités d'enseignement (UE), l'absence de réalisation d'un stage obligatoire, notamment à l'étranger, peuvent entraîner, dans certains cas, la perte du droit à bourse l'année universitaire suivante.

Toutefois, il convient de prendre en considération des **cas de force majeure tels que l'épidémie de Covid 19 en cours** pour maintenir le droit à bourse des étudiants qui n'auraient pas pu valider des UE ou auraient été contraints de ne pas réaliser leur stage obligatoire, notamment à l'étranger.

L'étudiant peut ainsi **se trouver empêché de valider** son cursus (UE ou stage) dans les situations suivantes :

- L'étudiant est malade ou confiné ;
- L'étudiant a un décès dans sa famille ;
- L'étudiant a des enfants qu'il doit garder ;
- Les transports sont interrompus ou perturbés ;
- Les cours ou les examens sont annulés ou reportés ;
- Le stage en France ou à l'étranger est annulé ou reporté.

Quelle que soit la situation, le droit à bourse de ces étudiants sera préservé jusqu'au terme de l'année universitaire 2019-2020. Et pour les cas non couverts pour lesquels le report serait justifié par une raison de force majeure, une évolution de la réglementation sera réalisée à partir de l'année universitaire 2020-2021.

Ainsi, aucun étudiant ne se verra retirer le bénéfice de son droit à bourse pour l'année 2020-2021 pour des UE ou des examens reportés l'année suivante, ou non validés, ou un stage, notamment à l'étranger, reporté en raison de l'épidémie de Covid 19.

1. Principes de droit commun

Conformément à la **circulaire du 18 juin 2019** relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, des aides au mérite et des aides à la mobilité internationale pour l'année 2019-2020, un étudiant peut utiliser jusqu'à 7 droits à bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux durant la totalité de ses études supérieures.

Les 7 droits ouverts se répartissent dans le cadre de deux cursus distincts :

- a) Le cursus licence ainsi que tout autre cursus d'une durée inférieure ou égale à celle de la licence ne peuvent donner lieu à plus de 5 droits à bourse.
- b) Au-delà du cursus licence ou de tout autre cursus d'une durée égale à celle de la licence, les droits se répartissent comme suit :
 - 4 droits si l'étudiant a utilisé 3 droits ;
 - 3 droits si l'étudiant a utilisé 4 droits ;
 - 2 droits si l'étudiant a utilisé 5 droits.

Des **droits supplémentaires à bourse** peuvent être attribués, notamment dans ces conditions :

- dans le cadre de chaque cursus ou cycle, 1 droit annuel supplémentaire pour les étudiants en situation d'échec due à la situation familiale (décès notamment) ou personnelle (raisons graves de santé) attestée par un avis des services médicaux et sociaux de l'établissement ;
- pour la totalité des études supérieures : 1 droit supplémentaire pour la réalisation d'un stage obligatoire intégré à la formation.

2. Cas de figure

■ Cas relevant des décisions de l'établissement

➤ La formation et les examens sont organisés à distance

Conformément aux informations et recommandations figurant dans le plan de continuité pédagogique (fiche « E-Learning » ; fiche « Examens à distance » ; fiche « Adaptation des conditions de scolarité »), des moyens numériques ainsi que des ressources pédagogiques à distance existantes permettent d'organiser des formations et des examens à distance dans les conditions précisées dans le plan.

En outre, conformément à la circulaire du 18 juin 2019 précitée, les préparations supérieures dispensées dans les établissements publics dans le cadre d'une formation ouverte à distance (FOAD), d'un centre de téléenseignement et notamment celles organisées dans les campus numériques, proposées par l'établissement ou par le Centre national d'enseignement à distance (CNED), ouvrent droit à bourse.

Dans l'hypothèse où l'étudiant valide son cursus dans le cadre d'enseignements et d'examens organisés à distance, il n'y aura pas d'incidence sur son droit à bourse.

➤ Le cursus est validé sans réalisation du stage

Conformément aux principes définis dans le plan de continuité pédagogique (fiche « Stage et alternance »), la neutralisation d'une « UE de mise en situation professionnelle » peut être envisagée, y compris si son existence est prévue par la réglementation (DUT, LP, diplôme d'ingénieur).

Dans l'hypothèse où l'établissement, dans le cadre du plan de continuité pédagogique, décide de valider la période de stage que l'étudiant n'a pu réaliser dans les conditions prévues initialement dans son cursus, il n'y aura pas d'incidence sur le droit à bourse.

■ **Cas où l'étudiant n'a pu valider sa formation couverts par la circulaire sur les bourses**

Dans l'hypothèse où l'étudiant est en situation d'échec due à la situation familiale (décès notamment) ou personnelle (raisons de santé) attestée par un avis des services médicaux et sociaux de l'établissement, **un droit à bourse supplémentaire peut lui être accordé au titre du cursus suivi.**

Dans l'hypothèse où le stage n'est pas validé, ou est validé partiellement, et où la durée de la formation est allongée d'une année afin de permettre à l'étudiant de réaliser ou terminer son stage, **un droit à bourse supplémentaire peut lui être accordé pour la réalisation d'un stage obligatoire intégré à la formation** conformément à la réglementation en vigueur.

- **L'étudiant n'a pas pu valider son année d'études parce qu'il a été malade ou a perdu un membre de sa famille**

La réglementation en vigueur permet d'accorder un droit à bourse supplémentaire l'année suivante dans ces situations.

- **L'étudiant n'a pas pu valider son année d'études parce qu'il a dû garder ses enfants**

La réglementation en vigueur permet d'accorder un droit à bourse supplémentaire l'année suivante aux étudiants en situation d'échec due à la situation familiale, avec une liste qui n'est pas exhaustive (« *décès notamment* »). La garde d'enfants peut constituer une des situations permettant d'attribuer un droit à bourse dans ce cadre.

- **La réalisation du stage est reportée l'année suivante pour des raisons de force majeure**

La réglementation en vigueur permet de maintenir le droit à bourse en cas de report de stage l'année suivante dans la plupart des situations.

■ **Cas nécessitant une évolution de la réglementation**

- **Cas où l'étudiant a déjà bénéficié d'un droit à bourse supplémentaire pour les raisons évoquées ci-dessus**

En l'état actuel de la réglementation, **l'étudiant ayant déjà bénéficié d'un droit à bourse supplémentaire pour raisons familiales ou personnelle au titre du cursus suivi, ou pour la réalisation d'un stage pendant ses études supérieures, ne peut bénéficier d'un droit à bourse supplémentaire** pour les mêmes raisons.

Une adaptation de la réglementation s'avère donc nécessaire pour que les étudiants concernés, dans la mesure où ils sont confrontés à des cas de force majeure, ne voient pas leur droit à bourse suspendu à partir de l'année universitaire 2020-2021.

- **La validation d'une ou de plusieurs UE est reportée l'année suivante pour des raisons de force majeure**

Le report de la validation d'une ou plusieurs UE pour des raisons de force majeure n'est pas prévu par la réglementation en vigueur.

Il est donc nécessaire de la faire évoluer avec l'attribution d'un droit à bourse supplémentaire pour des étudiants se trouvant dans cette situation (sauf si ces derniers peuvent bénéficier d'autres dispositions réglementaires leur accordant un droit à bourse supplémentaire).

- **L'étudiant n'a pu se rendre à une formation ou un examen à la suite d'une interruption ou de perturbations dans les transports**

L'absence de la validation d'une ou plusieurs UE pour des raisons de force majeure à la suite d'une interruption ou de perturbation dans les transports n'est pas prévue par la réglementation en vigueur.

Il est donc nécessaire de la faire évoluer avec l'attribution d'un droit à bourse supplémentaire pour des étudiants se trouvant dans cette situation (sauf si ces derniers peuvent bénéficier d'autres dispositions réglementaires leur accordant un droit à bourse supplémentaire).

Les dispositions pérennes nécessaires seront prévues dans la circulaire annuelle relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux pour l'année 2020-2021.

Les raisons de force majeure seront constatées par le président ou le directeur de l'établissement d'enseignement supérieur.